

zügig sehr zurückhaltend sein muss. Letztendlich wäre das Ganze natürlich ein Aufbrechen des Grundsatzes der Trennung von Baugebiet und Nichtbaugebiet.

von Siebenthal Erich (V, BE): Ich will ganz klar keine Aufweichung des Waldgesetzes. Sie haben selber erwähnt, dass die Zahl der Sägereien immer mehr zurückgeht, die Verarbeitung in unserem Land leidet, die Zahl der Arbeitsplätze geht zurück. Heute haben wir ja die Möglichkeit, Holzschnitzlagerplätze im Walde zu erstellen. Diese Möglichkeiten haben wir geschaffen. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass wenigstens eine Prüfung dieses Anliegens zugunsten des Rohstoffes Holz und der Verarbeitung und der Arbeitsplätze zum jetzigen Zeitpunkt sinnvoll wäre?

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Herr Kollege von Siebenthal, Sie wissen ja, dass auch ich quasi ein "Hölzger" bin und alle irgendwie vernünftigen Anliegen unterstütze, die es der Holzindustrie ermöglichen, hier in der Schweiz vermehrt sich auf dem Markt zu bewegen und Holz zu fördern. Es ist auch richtig, dass man beschlossen hat, eine entsprechende Aufweichung vorzunehmen, die es erlaubt, dass Holzschnitzel gelagert werden dürfen. Aber da geht es um eine Lagerung.

Bei Ihrem Vorstoss geht es hingegen um die Produktion, was mit entsprechenden Emissionen im Wald einhergeht. Wie ich ausgeführt habe, sind wir letztlich halt überzeugt, dass Entsprechendes von einer breiten Öffentlichkeit auch nicht unterstützt würde.

Flückiger-Bäni Sylvia (V, AG): Sie haben jetzt hier viele Argumente aufgezählt, die eigentlich für diesen Vorstoss sprechen. Eine alte Weisheit lautet: "Willst du dem Walde nützen, musst du ihn nutzen." Was wollen Sie denn machen, wenn der Wald überaltert ist? Nur noch Naturschutzpärke?

Vogler Karl (C, OW), für die Kommission: Nein, Frau Kollegin, im Gegenteil. Ich bewohne beispielsweise auch ein Holzhaus. Ich heize mit Holz. Ich unterstütze alle Massnahmen, die der Holzförderung dienen. Aber letztendlich müssen wir natürlich bestimmte gesetzliche Vorgaben einhalten, auch wenn wir mit allen Mitteln – ich denke, das haben wir im Rahmen der letzten Revision des Waldgesetzes gemacht – alle Bemühungen unterstützen, den Holzabsatz und vor allem natürlich den Holzverbau, nicht nur das Verbrennen von Holz zu fördern. Wir unternehmen tatsächlich alles, was irgendwo möglich ist. Sie können diesbezüglich sicher sein, dass auch die Kommissionsmehrheit Ihre Bemühungen, den Schweizer Wald und das Schweizer Holz zu fördern, unterstützt. Aber wir dürfen jetzt nicht mit der Produktion in den Wald hineingehen.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommissionsmehrheit beantragt, der parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben. Eine Minderheit beantragt, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 16.471/15543)
Für Folgegeben ... 102 Stimmen
Dagegen ... 79 Stimmen
(5 Enthaltungen)

17.429

Parlamentarische Initiative Mazzone Lisa. Stärkung der Demokratie. Politische Rechte ab 16 Jahren

Initiative parlementaire Mazzone Lisa. Introduire les droits politiques dès 16 ans pour renforcer la démocratie

Vorprüfung – Examen préalable

Nationalrat/Conseil national 12.09.17 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit
Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit
(Glättli, Barrile, Campell, Galladé, Masshardt, Moser, Piller Carrard, Wermuth)
Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité
Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité
(Glättli, Barrile, Campell, Galladé, Masshardt, Moser, Piller Carrard, Wermuth)
Donner suite à l'initiative

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Mazzone Lisa (G, GE): "Un geste envers l'avenir de notre pays et le renforcement de la responsabilité de la jeunesse ainsi que son intégration dans notre communauté de destins." Voici comment le conseiller fédéral Burkhalter a décrit le droit de vote à 16 ans en 2014. Des paroles auxquelles je souscris pleinement. Il n'est d'ailleurs pas le seul à reconnaître le potentiel du droit de vote à 16 ans, puisque des institutions, qui sont pourtant peu connues pour leur progressisme, à savoir l'Eglise catholique et l'Eglise évangélique réformée, accordent le droit de vote dès 16 ans sur le plan paroissial. Voilà de quoi nous inspirer! Comme quoi ce n'est pas l'âge de l'institution qui détermine l'âge du droit de vote. On va arrêter là avec les arguments d'autorité, parce que les arguments de fond sont bien suffisants.

Dans vingt ans, la moitié des personnes qui auront le droit de vote aura 60 ans et plus, selon certaines études. Est-ce que cela ne vous inquiète pas? A savoir que des décisions portant sur le long terme, qui construiront notre avenir, seront prises par une majorité de personnes quasiment ou déjà à l'âge de la retraite. Nous parlons de décisions relatives à la formation, au marché du travail, à la protection de l'environnement, de décisions qui doivent nous permettre de nous projeter. Nous courrons ainsi le risque que les actifs se voient imposer des décisions par une majorité qui arrive à la retraite ou qui y est déjà.

Il faut voir aussi que cette proposition n'est pas isolée. Le canton de Glaris connaît déjà le droit de vote à 16 ans, et des débats ont lieu dans plusieurs cantons de manière régulière – d'ailleurs, dans celui de Neuchâtel, une initiative populaire a été déposée dans ce sens. D'autres pays connaissent aussi le droit de vote à partir de 16 ans sous des formes différentes, que ce soit l'Autriche, l'Allemagne, l'Ecosse, l'Argentine, le Brésil ou Cuba. Il va de soi, il est important de le préciser, que les enjeux nationaux doivent pouvoir être empoignés par les jeunes, puisque c'est aussi au niveau national que des

décisions prépondérantes pour notre avenir – la protection de l'environnement, le marché du travail ou le lien intergénérationnel – sont prises.

La participation des jeunes est en berne, et d'ailleurs il y a peu de jeunes à Berne. C'est une remarque qu'on entend souvent, et c'est un fait qui est souvent déploré par un grand nombre de politiciennes et de politiciens.

Tout le monde s'en préoccupe, néanmoins les mesures peinent à suivre. Or, le droit de vote à 16 ans permet justement de rapprocher les cours d'éducation civique suivis par les jeunes de l'exercice direct du droit de vote, c'est-à-dire que les jeunes en question auront suivi des cours d'éducation civique dans le cadre de leur scolarité et seront immédiatement amenés à recourir à leur droit de vote. On a vu aussi l'exemple de l'Autriche, où, dans le cadre de l'élection présidentielle, les jeunes de 16 et de 17 ans, qui bénéficiaient pour la première fois du droit de vote, ont été plus nombreux à aller voter que des jeunes un peu plus âgés qu'eux. Aussi, plus on acquiert tôt le droit de vote, plus on aura envie de l'utiliser. On sait en outre que les premières habitudes de vote sont prépondérantes pour la mobilisation des personnes par la suite. Pourquoi 16 ans? L'âge de 16 ans est un moment charnière dans la vie des jeunes. De nombreux jeunes entrent en effet sur le marché du travail à cet âge tandis que ceux qui n'y entrent pas font des choix quant à leur orientation professionnelle. C'est aussi le moment où les jeunes obtiennent leur majorité sexuelle, peuvent choisir leur confession, ont le droit d'ouvrir un compte en banque, tandis qu'ils doivent s'acquitter du paiement de l'impôt s'ils touchent un revenu. Dans beaucoup de cantons, l'âge de 16 ans rime aussi avec la fin de la scolarité obligatoire. On estime donc que, à 16 ans, l'école publique a transmis aux jeunes la capacité de porter un regard critique sur la société, de comprendre les enjeux de notre monde, les enjeux qui nous animent et qui nous permettent de prendre ici des décisions pour notre pays. Entre 16 et 18 ans, les jeunes ne suivront pas nécessairement de formation supplémentaire et il est dès lors important qu'ils puissent utiliser leur droit de vote dès 16 ans sur la base des qualifications acquises dans le cadre de leur programme scolaire.

Il est clair – je l'admets volontiers – qu'il s'agit d'une initiative parlementaire maximaliste dans la mesure où elle propose de ne pas séparer le droit de vote et l'éligibilité. Cette proposition tient au fait que ces deux droits, selon moi, ne devraient pas être séparés – c'est d'ailleurs la conclusion à laquelle était déjà arrivée par le passé la commission du Conseil des Etats, qui avait discuté de propositions de ce type qui ne visaient qu'un seul des deux droits. Toutefois, je suis tout à fait ouverte à la discussion et, si vous acceptiez de donner suite à l'initiative parlementaire au stade de l'examen préalable, nous pourrions discuter de la forme finale à donner à cette proposition d'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans. C'est pour ces raisons que je vous remercie de donner suite à cette initiative parlementaire.

Glättli Balthasar (G, ZH): Herr Ratspräsident, ich hätte mich natürlich gefreut, wenn ich jetzt eine Stunde hätte sprechen dürfen. Es geht immerhin um die Demokratie. Es geht immerhin um die wichtige Frage, ob man jene Menschen, die am längsten von unseren Entscheidungen betroffen sein werden, weil sie die jüngsten sind, von diesen Entscheidungen ausschliesst oder nicht. Die Demokratie hat im Kern ja damit zu tun, dass wir sagen: Wir wollen, dass Menschen, die von Entscheidungen betroffen sind, auch daran mitwirken können. Ich möchte auf ein paar Argumente gegen die Initiative eingehen und im Namen der Minderheit versuchen, sie zu widerlegen, in der Hoffnung, dass Sie dann der Initiative Folge geben.

Es wurde gesagt, bei vielen Jugendlichen fehle doch das Interesse, überhaupt mitzumachen. Weshalb solle man denn das Stimmrechtsalter senken? Die hätten ganz andere Sachen im Kopf! Meine Antwort, die Antwort der Minderheit, ist klar: Ein Recht hängt nicht vom Interesse ab, ob man davon Gebrauch machen will oder nicht. Denjenigen Menschen, die sich die Freiheit herausnehmen, nicht an die Urne zu gehen – die gibt es in unserem Land: Die haben den Pass, die ha-

ben das Stimm- und Wahlrecht –, sagen wir ja nicht: "Wenn ihr fünfmal oder zwei Jahre hintereinander nicht an der Urne gewesen seid, dann nehmen wir an, dass ihr nicht interessiert seid, und deshalb entziehen wir euch das Stimm- und Wahlrecht." Zum Stimm- und Wahlrecht gehört eben auch die Entscheidung, ob man mitmachen will oder nicht. Das ist auch eine Freiheit.

Wenn es denn ums Interesse geht, wenn das der springende Punkt ist, dann muss ich sagen: Wie, wenn nicht durch die Möglichkeit, wirklich mitzubestimmen, sollte denn das Interesse geweckt werden? Trockenübungen – irgendwie in der Schule ein wenig aufstrecken, wenn der Lehrer zuschaut, und sagen, man sei für oder gegen die Initiative X oder Y – sind ja gut, aber da wissen die Jugendlichen selbst, dass das nicht "the real thing" ist. Das ist nicht dort, wo's darauf ankommt. Das ist nicht dort, wo wirklich die Stimme dann auch gezählt wird. Wenn wir wirklich das Interesse an unserer direkten Demokratie und an den Wahlen wecken wollen, ist es deshalb das Beste, wenn man real Einfluss haben kann.

Nun, wir wissen nicht, wie gross das Interesse ist. Ich sage einfach, wenn wir ins Ausland schauen, und zwar nicht irgendwohin, sondern in ein Nachbarland, nach Österreich, dann sehen wir Folgendes: In Österreich ist die Wahlbeteiligung gestiegen und nicht gesunken, als man das Stimmrechtsalter 16 eingeführt hat. Nach einem ersten Peak ist sie wieder etwas gesunken. Es gab einen Bericht, und man beklagte, die Wahlbeteiligung der 16- und 17-Jährigen sei beim zweiten Mal im Vergleich zum ersten Mal gesunken. Wissen Sie, wohin sie gesunken ist? Auf eine Wahlbeteiligung von 63 Prozent! Wer von Ihnen würde nicht die Einschätzung machen, wir hätten eine sehr interessante Vorlage gehabt, wenn die Stimmbeteiligung hier in der Schweiz 63 Prozent betragen hätte? Ich bestreite nicht, dass es auch Vorlagen mit höherer Stimmbeteiligung gibt. Aber das ist dann wirklich die Ausnahme. 63 Prozent Wahlbeteiligung – da muss ich sagen: Chapeau! Und das sind nur die 16- und 17-Jährigen! Jetzt können Sie sagen: Vielleicht sind sie nur gegangen, weil man nicht zwischendurch noch abstimmen kann. Das mag sein. Aber wenn es dann halt nur noch 50 Prozent sind, ist man auch im guten Schnitt.

Zum Schluss noch ein Wort zum aktiven und passiven Wahlrecht und zur Mündigkeitsfrage: Wenn Sie dafür sind, dass man zumindest das aktive Wahlrecht haben soll, dann müssen Sie zustimmen. Es ist die erste Phase; wir können bei der Gesetzesdefinition das passive Wahlrecht immer noch herausstreichen.

Bezüglich der Mündigkeit muss ich sagen: Als das Zivilgesetzbuch eingeführt wurde, lag die Mündigkeit bei 20 Jahren, und die Behörden hatten die Möglichkeit, sie in Einzelfällen herabzusetzen. Ich sehe nicht ein, weshalb das hier nicht auch möglich sein sollte.

Steinemann Barbara (V, ZH), für die Kommission: Artikel 136 Absatz 1 der Bundesverfassung sieht vor, dass die politischen Rechte in Bundessachen allen Schweizer Bürgern zustehen, die das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und die nicht wegen Geisteskrankheit oder Geisteschwäche entmündigt sind. Die parlamentarische Initiative Mazzone 17.429 möchte das Stimmrecht und das aktive und passive Wahlrecht den Schweizern bereits ab dem 16. Altersjahr gewähren. Dieses Anliegen hat die SPK-NR an ihrer Sitzung vom 29. Juni 2017 beraten. Sie empfiehlt es mit 15 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen zur Ablehnung.

Politische Rechte ab 16 Jahren – das wird mit schöner Regelmässigkeit in irgendeiner Form und Ausgestaltung gefordert und wird uns als wohlwollende Geste an die nachkommende Politgeneration und als grosse Chance für die Demokratie verkauft. Die höheren Ziele in Ehren, die teilen wir, aber um die in der Begründung beklagte Motivationslücke von Jugendlichen zu schliessen, gibt es bereits zahlreiche Möglichkeiten: Jugendparlamente oder Websites wie www.politischebildung.ch; es gibt Initiativen vonseiten der Privatwirtschaft, von Jugendorganisationen, von Jungparteien und Altparteien oder vom Staat. Auf allen Ebenen bemühen wir uns, die Karenzfrist zu überbrücken und das Interes-

se der jungen Leute für unseren Staat und seine Institutionen zu wecken oder warmzuhalten.

Diesem Vorstoss ist eigen, dass sowohl das aktive wie auch das passive Wahlrecht auf 16 Jahre gesenkt werden soll. Mit der vorliegenden parlamentarischen Initiative geht also das Recht eines 16- oder 17-Jährigen einher, sich in eine Exekutive wählen zu lassen. Bis zu diesem Alter haben die Jugendlichen nicht alle Rechte und Pflichten und werden sogar vom Gesetz vor ihrem eigenen Handeln geschützt, indem sie keine Verträge unterzeichnen können, sich somit nicht verschulden können, und indem sie für ihr allfälliges Fehlverhalten strafrechtlich auch nur dem Jugendstrafrecht unterstellt sind. Weshalb etwa die Beteiligung an Volksinitiativen, Referenden und definitiven Volksentscheiden über Finanzbeschlüsse usw. möglich sein soll, ja sogar die Ausübung eines Exekutivamtes, während private Rechtsgeschäfte von grosser Tragweite wie Bürgschaft, Heirat oder Grundstückserwerb mangels ziviler Mündigkeit noch ausgeschlossen bleiben, ist nicht unbedingt einsichtig. Ein 17-jähriger Gemeinderat müsste z. B. die Unterschrift seiner Eltern einholen, um im Namen der Gemeinde vertraglich eine Strassensanierung tätigen zu können.

Die Fragen rund um die Senkung des Alters der politischen Mündigkeit wurden in den Kantonen bis heute sehr oft und immer kontrovers diskutiert. Bis auf ein berühmtes Beispiel wurde die Senkung immer mit grossem Mehr abgelehnt. Glarus hat nämlich den Jugendlichen das Wahlrecht – aber nur das aktive – eingeräumt. In den übrigen Kantonen wurde es immer abgelehnt. In den letzten zehn Jahren gab es etliche Versuche, es den Glarner gleichzutun. 2009 lehnten die Stimmbürger des Kantons Basel-Stadt das Anliegen ab – bei nur 28 Prozent Jastimmen. Es folgten die Urner und die Berner. Mindestens elf Kantonsparlamente versenkten in dieser Zeit entsprechende Vorstösse.

Eine Minderheit der Kommission möchte der parlamentarischen Initiative Folge geben. Jugendliche seien von den politischen Entscheiden mehr betroffen als ein 70-Jähriger. Zudem würden sich Jugendliche dann mehr für Politik interessieren, wurde argumentiert. Beides mag durchaus zutreffen, war aber für die Mehrheit irrelevant. Für sie ist die Gleichsetzung von zivilem und politischem Mündigkeitsalter massgebend. Hier einen Unterschied einzuführen, hält sie für falsch.

Romano Marco (C, TI), per la commissione: Con questa iniziativa parlamentare la collega Mazzone chiede di concedere i diritti politici a livello federale – votare, eleggere, essere eletti – a partire da 16 anni. L'iniziativa vuole quindi abbassare l'odierna soglia dai 18 ai 16 anni. A dire dei sostenitori di questa iniziativa, della minoranza della commissione, si aumenterebbe la qualità della nostra democrazia e probabilmente si riuscirebbe anche ad avere, perlomeno a corto termine, un aumento della partecipazione giovanile alle urne.

La Commissione delle istituzioni politiche del Consiglio nazionale ha trattato l'iniziativa parlamentare nella prima fase il 29 giugno scorso. Il risultato commissionale è chiaro: con 15 voti contrari e 8 favorevoli l'iniziativa è stata respinta. Va respinta poiché contiene delle incongruenze e una sua adozione creerebbe sia problemi giuridici che problemi istituzionali.

Le sujet est aussi abordé au niveau cantonal, Madame Mazzone l'a bien souligné. Plusieurs votations ont eu lieu à ce sujet, mais il faut le dire clairement: seul le canton de Glaris a accepté, il y a dix ans, d'abaisser l'âge légal donnant accès aux élections et aux votations. Des votations populaires ont également eu lieu, notamment à Bâle-Ville, à Uri, à Berne, et cette proposition y a été clairement rejetée.

Toujours au niveau cantonal, dans les parlements des différents cantons, plusieurs interventions parlementaires ont été déposées à ce sujet, et elles ont toutes été rejetées. On n'est jamais arrivé à une décision favorable dans les cantons, à l'exception du canton de Glaris qui a accepté ce changement. Come nei cantoni anche a livello federale si è discusso più volte di questa proposta. Ci sono stati svariati atti parlamentari e ci sono state delle petizioni, ma la volontà di procedere su questa via è sempre risultata minoritaria. Da un punto di vista giuridico e istituzionale – e anche da un punto di vista pratico – è inopportuno e problematico slegare la maggiore

età civile da quella politica. Ci potremmo trovare di fronte al caso di un giovane sedicenne eletto in un municipio, impegnato a prendere decisioni relative alla conduzione del proprio comune, che al momento di sottoscrivere ad esempio il contratto per l'esecuzione di un progetto dovrebbe chiedere la firma ai genitori perché a livello giuridico non gli è permesso sottoscrivere contratti e prendere impegni. Queste incongruenze sono state sollevate in commissione. L'autrice dell'iniziativa ha detto che si potrebbero poi relativizzare nella seconda fase, ma la richiesta dell'iniziativa è chiara e non è realizzabile a corto termine.

Evidentemente l'interesse politico c'è anche a 16 anni, ma nel nostro sistema di democrazia diretta, nella democrazia viva svizzera vi sono svariate modalità di partecipare all'attività politica, alla vita politica, alla discussione politica. Penso ai parlamenti giovanili, ai movimenti giovanili dei partiti, alle forme non convenzionali di partecipazione; penso a tutti quei progetti volti a migliorare il contatto tra la gioventù e la cosa pubblica. Guardando le statistiche di partecipazione al voto, l'età non ha poi un'influenza diretta. Sia tra i giovani che tra i meno giovani troviamo chi partecipa e chi liberamente sceglie di non partecipare.

La majorité de la commission a estimé qu'il y aurait beaucoup de problèmes pratiques au moment de la concrétisation de l'initiative parlementaire. La commission a clairement décidé, par 15 voix contre 8 et aucune abstention, de ne pas donner suite à l'initiative. C'est cette proposition que la majorité de la commission vous soumet. L'idée est valable; il est sûrement utile de la discuter, mais il n'y a pas encore assez de cantons qui ont pris cette décision. L'application de cette initiative déboucherait, je le répète, sur des problèmes pratiques.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommissionsmehrheit beantragt, der parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben. Eine Minderheit beantragt, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 17.429/15544)

Für Folgegeben ... 64 Stimmen

Dagegen ... 118 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Schluss der Sitzung um 11.40 Uhr

La séance est levée à 11 h 40